

Luxembourg, le 4 décembre 2020

Monsieur Fernand ETGEN  
Président de la Chambre des Députés  
LUXEMBOURG

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

*« Comme le soulèvent certains membres du Syvicol et du Siden dans un article de presse récent, les circonstances actuelles seraient très défavorables pour atteindre les objectifs en termes de traitement des eaux urbaines résiduaires tels que fixés par le cadre européen.*

*En effet, de plus de la baisse des dotations financières de l'État aux communes, suite à la pandémie actuelle, une saturation du marché des constructeurs de stations d'épuration laisserait exploser les prix de celles-ci, entraînant des problèmes importants de financement pour les communes.*

*D'après le même article, le ministère de l'Environnement aurait réagi à cette situation par une circulaire selon laquelle les communes et syndicats pourraient réintroduire leurs demandes de subsides afin de les adapter aux prix du marché plus élevés.*

*Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Combien de projets de traitement d'eaux usées sont actuellement en phase de planification ou en phase de construction ?*
- Madame la Ministre peut-elle chiffrer les surcoûts à prévoir pour les projets concernés par rapport aux montants prévus initialement ?*



DEMOKRATESCH  
PARTEI

Chambre des Députés  
Groupe Parlementaire

9, rue du St. Esprit  
B.P. 510  
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1  
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu  
www.dp.lu

*- Est-ce que des réunions ont déjà eu lieu entre les représentants des communes et des syndicats d'un côté et du ministère de l'Environnement et de l'Administration de la gestion de l'eau de l'autre côté afin de discuter de cette problématique et de trouver une solution autre que de simplement payer des prix plus élevés ?*

*- Madame la Ministre peut-elle confirmer que jusqu'à présent les appels d'offres publics en matière de traitement d'eaux usées se sont largement concentrés sur les marchés allemand et suisse ?*

*- Madame la Ministre estime-t-elle qu'en élargissant les appels d'offres à d'autres marchés, tels que le marché français, belge ou néerlandais, les coûts pour les projets en question pourraient être réduits ?*

*- Dans l'affirmative, est-il prévu de sensibiliser les communes et syndicats davantage à cette option et de les assister dans cette entreprise, le cas échéant ?*

*- Madame la Ministre envisage-t-elle de donner aux communes et syndicats la possibilité de décaler leurs projets en attendant un apaisement du marché ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ? »*

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.



Gusty GRAAS  
Député